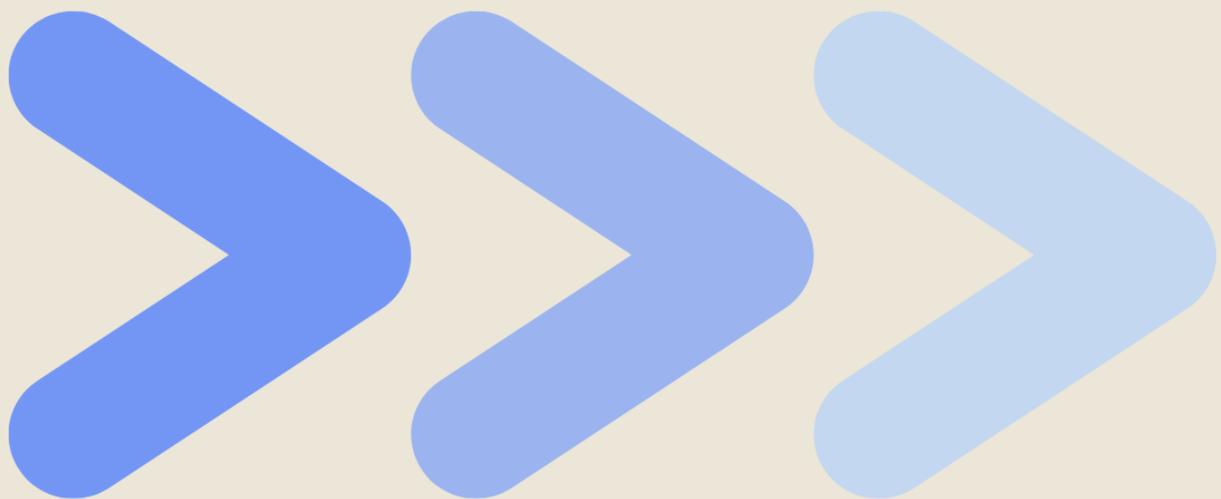


Vers une économie du bien commun

Par le groupe de travail « Économies en transition »



Résumé

Ce document présente les grandes lignes d'une vision commune sur la transformation nécessaire de notre économie. C'est un des résultats du travail mené par le groupe de travail « Économies en transition » de Multitudes depuis la fin de 2023. Ce travail inclut un processus de consultation et de coconstruction avec de nombreuses parties prenantes, dont 2 grandes rencontres en février 2024 et février 2025.

Cette vision sera présentée au Sommet de l'économie sociale à la mi-mai 2025 et servira de base de travail au Collectif sur la démocratisation de l'économie qui en sera issu. On peut la résumer autour des points suivants.

- La transition socioécologique est un projet de société qui rassemble de plus en plus largement, mais ce projet ne peut pas se faire sans une transformation de notre économie.
- Cette transformation est avant tout un projet de démocratisation de notre économie. Il s'agit d'éroder progressivement le système actuel et de déplacer du pouvoir décisionnel vers les acteurs sociaux et politiques.
- Le mouvement de l'économie sociale s'inscrit pleinement dans cette vision, puisqu'il contribue directement à augmenter le pouvoir des forces sociales. Mais une multitude d'autres initiatives existantes ou en émergence agissent déjà en ce sens sur le terrain.
- Il s'agit de les identifier, de les relier et de les renforcer. Peu importe nos rythmes différents ou nos divergences, nous faisons partie d'un même mouvement social qui vise à démocratiser une économie au service du bien commun.
- Plusieurs chantiers prioritaires ont été identifiés pour relever ce défi. Le Sommet de l'économie sociale mais aussi, au niveau macro, la crise rencontrée par le système dominant offrent un moment propice pour y travailler dans le cadre d'un collectif créé à cette occasion.

Pas de transition socioécologique sans transformation économique

Le constat est clair : notre modèle économique basé sur une croissance effrénée exacerbe les crises sociales et écologiques tout en réduisant notre capacité à y répondre efficacement. Ce modèle est basé sur des entreprises privées, dont la finalité est la

réalisation de bénéfices, avec peu d'égard pour leurs conséquences sur l'environnement et la biodiversité, les droits de la personne, le bien-être des populations et la résilience des collectivités.

Il est également basé sur l'allongement des circuits économiques qui se sont progressivement mondialisés, facilitant l'externalisation des coûts environnementaux et sociaux de la croissance. Ce modèle a soutenu le développement de grandes entreprises privées – souvent multinationales – sans véritable ancrage social ou territorial, jouant les États les uns contre les autres via les lobbys, les paradis fiscaux et les traités de libre-échange. La prospérité de ces firmes dépend de la surconsommation, de l'accumulation de biens et du gaspillage inhérents à nos modes de vie.

Cette économie, qu'on aime associer à la liberté individuelle et qu'on qualifie de « libre marché », est en fait hautement planifiée par des acteurs économiques et politiques très puissants. Cette planification se fait de manière autocratique, peu transparente et en fonction d'intérêts particuliers. Ces acteurs contrôlent également l'essentiel de l'investissement, qui détermine nos priorités en matière de production et de consommation future.

Ce modèle façonne donc nos emplois et nos politiques économiques. Il limite les réponses que nous envisageons face à la crise écologique. Respecter les limites planétaires et aborder les crises sociales exigent ainsi de revoir en profondeur nos systèmes de propriété, de gestion, de production, d'allocation et de distribution des ressources, ainsi que nos modes d'échange et de consommation.

Transformer notre économie ? C'est possible

Revoir en profondeur notre système économique demande de déconstruire nos imaginaires. Il est souvent plus facile d'imaginer la fin du monde que d'imaginer comment nous pouvons nous sortir de la situation dans laquelle nous nous trouvons. Trois importants verrous de l'imaginaire entravent notre capacité à concevoir des alternatives au système actuel :

- le capitalisme comme monolithe inébranlable ;
- l'absence d'alternatives viables ;
- un État voué à la perpétuation du système en place.

Il nous appartient de déconstruire ces mythes un à un.

1. Au-delà du capitalisme, un système économique pluriel

Il est nécessaire de déconstruire l'idée selon laquelle nous vivons dans une économie capitaliste monolithique qu'il faudrait changer en bloc et de façon instantanée. Dans les faits, des pouvoirs économiques, politiques (ou publics) et sociaux cohabitent et ont un pouvoir d'influence et une mainmise plus ou moins importante sur l'activité économique. Ainsi, la composition de l'économie est plurielle. Cela permet d'envisager des changements de dynamique qui sont accessibles et réalisables.

2. Les alternatives économiques existent et sont à notre portée

Bien que l'économie du Québec soit largement capitaliste, il existe plusieurs pans de l'économie québécoise qui ne fonctionnent pas sous une logique exclusive de rendement financier. On trouve évidemment des formes économiques ayant une prédominance publique, comme le système d'éducation et le système de santé. Mais il existe aussi l'économie sociale, issue d'une longue tradition d'entreprises collectives qui font émerger des solutions économiques aux besoins et aux aspirations collectives (logements sans but lucratif, services alimentaires collectifs et de proximité, soins et services aux personnes âgées et vulnérables, centres de la petite enfance, etc.). Et il existe également une économie informelle avec des systèmes d'échanges non monétisés, du travail de *care* non rémunéré ou de l'entraide, ainsi qu'une tradition d'autogestion et de communs (logiciels libres, terres protégées à perpétuité, bâtiments gérés par la communauté, etc.).

3. L'État, terrain de luttes et de tensions

Le troisième verrou de l'imaginaire est la perception que la nature et le fonctionnement de l'État sont immuables et l'amènent à soutenir le système actuel. Pourtant, des visions divergentes du rôle de l'État coexistent bel et bien. En effet, au-delà du degré d'interventionnisme de l'État qui fait débat depuis longtemps, l'objet de ses interventions peut en faire un véritable acteur de changement. L'État peut agir auprès des PME plutôt que des grandes entreprises, il peut soutenir l'économie sociale et l'ensemble du tissu économique non marchand, il peut mettre en place des politiques de protection sociale et un système de redistribution qui incarne une réelle solidarité sociale. Par ailleurs, en contexte de crise, l'État se doit d'apporter des réponses qui apaisent les conflits sociaux. C'est dans ces moments-là que de nouvelles formes d'intervention peuvent gagner en légitimité et être mises en œuvre.

Pour transformer l'économie, il faut la démocratiser

Renverser les dommages écologiques et sociaux nécessite donc d'éroder le système économique actuel. Il s'agit surtout de déplacer le pouvoir de planification des investissements afin de s'assurer qu'il est sous contrôle collectif, et de démocratiser un maximum d'entreprises et d'organisations.

Dans toute économie, une planification des investissements est nécessaire, qu'elle relève des pouvoirs publics, sociaux ou économiques. Certains secteurs de l'économie sont particulièrement stratégiques pour assurer les services essentiels à la population (ex. : éducation, santé) ou pour protéger l'environnement (ex. : production d'énergie renouvelable, transports collectifs). Nous ne devons plus subordonner ces activités aux impératifs d'un développement économique visant la croissance et la rentabilité financière à tout prix. Nous devons au contraire limiter le pouvoir d'influence des acteurs économiques privés, comme les actionnaires ou les institutions financières, sur les choix de société pour lesquels une priorisation de la rentabilité cause des dommages importants ou compromet l'atteinte des objectifs sociétaux et environnementaux.

La transformation démocratique des institutions et la construction de contre-pouvoirs sociaux et politiques joueront ainsi un rôle important pour réussir cette réappropriation de l'économie. On peut qualifier ce déplacement du pouvoir décisionnel vers les acteurs sociaux et politiques de « démocratisation » de l'économie.

Éroder le système actuel consiste donc à amplifier de multiples formes économiques sur lesquelles nous avons du pouvoir et qui favorisent la prise en compte de l'intérêt collectif et à renverser la tendance vers la privatisation et la marchandisation de pans de plus en plus importants de nos activités. À titre d'exemple, le retrait d'une logique marchande spéculative de 20 % des logements existants est devenu une cible reconnue pour accroître le droit au logement pour toutes et tous.

Nous sommes déjà nombreux en action, mais il faut faire mouvement

En tant qu'acteurs et actrices des mouvements sociaux, environnementaux ou de l'économie sociale, nous travaillons déjà quotidiennement à engendrer ces changements.

Nous contribuons à cette transition vers un monde plus juste et plus respectueux des limites planétaires en agissant sur une multitude d'enjeux : logement sans but lucratif, transports collectifs, protection des écosystèmes, systèmes énergétiques, alimentation durable, services publics, démocratie locale, culture, amélioration des milieux de vie, redistribution de la richesse, justice sociale, etc.

Nous utilisons pour cela des tactiques et des répertoires d'actions variés.

- Certaines initiatives ciblent les forces sociales afin de les mobiliser en faveur de changements culturels (campagnes de sensibilisation, éducation populaire ou syndicale) et de la réappropriation de l'économie (organisation communautaire, économie sociale, communs).
- D'autres mobilisent les forces sociales pour agir sur les pouvoirs politiques et les institutions afin de les inciter à prendre les bonnes décisions (pétitions, actions lors des élections, mobilisation lors de consultations, manifestations).
- Certaines initiatives visent directement les pouvoirs publics et les institutions afin qu'elles agissent sur les pouvoirs économiques (plaidoyer, relations gouvernementales, stratégies d'infiltration).
- D'autres encore visent directement les acteurs économiques (plaidoyer économique, blocage de projets dommageables, activisme actionnarial, désarmement).

Il est donc nécessaire de reconnaître qu'une multitude d'initiatives de démocratisation émergent déjà sur le terrain et de les identifier, de les relier et de les renforcer. Peu importe nos rythmes différents ou nos divergences, nous faisons partie d'un même mouvement social qui vise à démocratiser une économie au service du bien commun.

Se renforcer et aller plus loin implique de travailler sur la mise en récit de cette vision, pour la faire valoir auprès du plus grand nombre comme une véritable alternative au modèle actuel qui s'écroule de toutes parts, mais aussi sur les innombrables récits individuels et collectifs qui composent cette alternative et démontrent sa vigueur et sa réalité : nous.

Cela implique aussi de coordonner nos efforts autour de certaines transformations politiques structurantes qui favoriseront l'élargissement de l'espace économique où elles pourront croître et se développer. Les travaux des derniers mois ont permis d'en identifier une série et de prioriser 3 chantiers collectifs à développer :

- renforcer nos démocraties locales et y inclure des perspectives de concertation et de planification économiques, dans une logique de leadership territorial partagé ;
- établir des stratégies de démarchandisation dans des secteurs essentiels, les prioriser et les mettre en œuvre, en incluant un accent particulier sur des secteurs encore peu investis par nos mouvements (mobilité, numérique, etc.) ;
- travailler à changer nos flux financiers, que ce soit en renforçant notre lutte aux investissements néfastes, en créant de nouvelles solutions financières ou en changeant les mandats de nos institutions financières collectives.

Le Sommet de l'économie sociale représente une occasion unique de donner un élan décisif à cette vision. Parce que l'économie sociale possède un immense pouvoir de démocratisation économique, elle contribue directement à augmenter le pouvoir des forces sociales. Elle cherche à créer de la valeur sociale plutôt qu'à maximiser les profits. Elle s'ancre dans les besoins de la communauté et promeut des formes d'organisation basées sur la participation d'un maximum de parties prenantes, où les décisions sont prises collectivement par les membres. Mais aussi parce que le contexte est plus propice que jamais pour faire valoir une vision plus large, plus forte, rassembleuse, dans laquelle l'économie sociale s'inscrit pleinement. C'est notre moment !

En résumé, nous sommes tous et toutes des individus et des organisations qui travaillent à une transition vers un monde plus juste et plus respectueux des limites écologiques. Nous faisons partie d'un même mouvement social qui vise à démocratiser une économie au service du bien commun. Œuvrons ensemble à mettre en place les transformations politiques nécessaires pour constituer la base d'un projet de société plus large.